

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRETE

N° 9 6 2 3 7 7 du 12 NOV. 1996 portant
prescriptions complémentaires concernant le dépôt de déchets de lindane
à SIERENTZ provenant de la Société P.C.U.K à HUNINGUE.

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU les arrêtés préfectoraux des 5 juillet 1955, 28 août 1956, 15 octobre 1958, 15 avril 1959, 23 mars 1961, 30 novembre 1961, 23 août 1961 et 2 août 1967 autorisant la Société UGINE KUHLMANN à exploiter ses activités à HUNINGUE et notamment à fabriquer du "lindane",
- VU la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 26 janvier 1972 par la Société de Produits Chimiques UGINE KUHLMANN,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU les arrêtés préfectoraux des 17 novembre 1982 et 28 février 1984 sur la reconnaissance des dépôts de déchets de lindane,

VU l'arrêté préfectoral n° 81649 du 13 mars 1986 et n° 84160 du 9 février 1987 imposant des travaux de neutralisation d'un dépôt de déchets de lindane, situé sur le territoire de la Commune de SIERENTZ,

VU l'arrêté préfectoral n° 952029 du 20 octobre 1995 imposant notamment un suivi de la qualité des eaux souterraines en aval du dépôt,

VU le rapport du 2 SEP. 1996 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées,

VU l'avis du 3 OCT. 1996 du Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT que le dépôt, à SIERENTZ, de déchets de lindane provenant des fabrications que la Société UGINE KUHLMANN effectuait dans son usine de HUNINGUE, est susceptible de porter atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre les mesures utiles pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976,

CONSIDERANT qu'il y a nécessité de prescrire la remise en état du système de drainage selon le rapport de mai 1996 du bureau d'étude ANTEA pour éviter les remontées de nappe au droit de la capsule et la détérioration de son étanchéité,

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour éviter la circulation d'engin motorisé de prescrire la mise en place d'une clôture autour du dépôt,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'augmenter le réseau de surveillance pour vérifier l'impact sur les forages d'eau potable,

SUR proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 -

La Société P.C.U.K. Produits Chimiques UGINE KUHLMANN, dont le liquidateur est Monsieur Lucien COURSON, et dont l'adresse du siège social est - Immeuble Balzac -10 Place des Vosges - La Défense 5 - COURBEVOIE - HAUT-de-SEINE - Cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE - est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 -

La mise en place d'une clôture autour de la capsule étanche sera effectuée avant fin janvier 1997. Cette clôture d'une hauteur minimale de 1,50 m devra empêcher tout accès d'engins motorisés sur la capsule, à l'exception de ceux effectuant son entretien. De plus, des panneaux signalant l'interdiction d'accès devront être implantés.

ARTICLE 3 -

L'exutoire du drain devra être rendu accessible dans un délai de 2 mois. Le bon fonctionnement du système de drainage devra être vérifié. Dans un délai de 4 mois un rapport donnant les résultats de la vérification du bon fonctionnement du drain et le résultat de l'analyse de la teneur des différents isomères en HCH et en HCH total du prélèvement effectué au niveau de l'exutoire du drain sera envoyé à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - 1 rue d'Alsace - 68200 MULHOUSE.

Le cas échéant, la système de drainage devra être remis en état dans un délai de 6 mois.

Une vérification du bon état du drain et la non présence d'eau dans le piézomètre à l'intérieur de la capsule devra être effectuée chaque année.

Les résultats de ces contrôles seront envoyés à l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

ARTICLE 4 -

Dans un délai de 4 mois, un réseau de surveillance vérifiant l'impact de la pollution des eaux souterraines sur les forages d'eau potable situés en aval hydraulique du dépôt de déchets de lindane, devra nous être proposé. Ce réseau devra inclure notamment des forages situés à moyenne distance entre le dépôt et le forage d'eau potable le plus proche.

Après accord de l'inspection des installations classées sur le réseau, un contrôle de la qualité des eaux souterraines devra être effectué une fois par an. La première analyse devra avoir lieu dans un délai de 6 mois.

ARTICLE 5 -

Les frais d'analyses sont à la charge de la société P.C.U.K.

.. / ..

ARTICLE :

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de SIERENTZ et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SIERENTZ pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 12 NOV. 1996

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

